

Burundi : Pierre Nkurunziza sera-t-il quand même candidat en 2020 ?

La Libre Belgique, 8 mai 2019 Bien que le président Pierre Nkurunziza ait affirmé qu'il ne serait pas candidat à la présidentielle de 2020, divers paramètres au Burundi laissent penser le contraire. Le dernier en date est une flagrante prise de position contre l'opposition de la part de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), mardi à Bujumbura, et l'annonce de nouvelles attaques contre la liberté d'information.

Lors d'une réunion à Bujumbura, mardi, de la Ceni avec des représentants de l'opposition et des Eglises, le commissaire chargé des Affaires juridiques et du Contentieux électoral au sein de la commission électorale, Jean Anastase Hicuburundi, s'en est pris aux médias indépendants. Il faut savoir que nombre de ceux-ci ont été fermés ou publiés en ligne à partir de l'étranger depuis la destruction de leurs installations au Burundi, au printemps 2015, dans la foulée de la répression qui s'est abattue contre ceux qui s'opposaient à un troisième mandat du président Nkurunziza, troisième mandat expressément interdit par l'Accord de paix d'Arusha, qui mit fin à la guerre civile (1993-2005). Tout est de la faute Selon M. Hicuburundi, ce sont les médias indépendants qui ont fait qu'il y avait des frondeurs au sein du CNR-FDD (NDLR: allusion au refus de ce troisième mandat illégal à l'intérieur du parti au pouvoir qui a, depuis, été à l'origine d'une insurrection populaire, les réfugiés (NDLR: 400.000 personnes qui ont fui la répression) et d'autres maux qui ont frappé le pays. Ils ont tout fait pour mettre le pays à genoux, a-t-il assuré. Le peuple burundais doit se solidariser des médias qui ne accompagnent pas l'action gouvernementale, a-t-il ajouté. Je lance un appel à la population à porter l'oreille attentive aux médias qui veulent détruire car ils ont un agenda caché. M. Hicuburundi préconise de nous préparer pour faire face à ces médias. Nous demandons au CNC (NDLR: Conseil national de la Communication, instance de régulation des médias au Burundi) de barrer la route à ces médias qui ne veulent pas suivre le chemin tracé par le gouvernement. L'intervention de M. Hicuburundi a suscité des réactions négatives des représentants de l'opposition et d'une partie de ceux des Eglises, présents à la réunion. Ils ont rappelé que la Ceni doit être neutre, a indiqué un tweet de l'ONG SOS Médias Burundi. Appels à un quatrième mandat annonce d'un tour de vis supplémentaire contre la liberté d'information, déjà bien mal en point au Burundi, est survenu deux jours après l'arrestation d'un journaliste de la Radio Television Nationale du Burundi, Claude Nshimirimana, alors qu'il faisait du jogging à Kabezi. Il serait accusé d'avoir tenu une réunion clandestine. Cette répression a lieu alors que le 25 avril dernier a été de manière inattendue le quatrième anniversaire de l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, mandat qui avait déclenché d'importantes manifestations de protestation et une sanglante répression de celles-ci, puis de pressions opposées à cette candidature. Depuis lors, la terreur règne au Burundi. Selon BurundiDaily.net, en effet, le CNDD-FDD, au pouvoir, a commencé à diffuser sur Whatsapp des chants à la gloire de Pierre Nkurunziza, alors que certains appelaient opportunément à un nouveau mandat pour le chef de l'Etat. Le « Visionnaire » qui inspire Au même moment, le président du parti, Evariste Ndayishimiye, a contacté la presse encore présente à Bujumbura pour célébrer, dans un style qui n'a rien à envier à la Corée du Nord, le « Visionnaire », l'homme du peuple pour sa bravoure, son leadership patriotique et sa fermeté dans la lutte contre l'impérialisme. Son attachement à la défense de la souveraineté et de la démocratie devrait inspirer les générations futures. L'opposition est, sans surprise, présente comme à la solde des impérialistes, à diffuser et à critiquer haineusement (à l'instar de) visant à salir le Burundi aux yeux du monde. Il faut préciser que si les autorités de Bujumbura tuent, emprisonnent, mutilent, passent à tabac toute voix dissidente (ou supposée telle) au Burundi, elle expulse les étrangers qui évoquent les violations massives des droits de l'homme enregistrées depuis 2015. Par Marie France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});